

Le pouvoir aux travailleurs

24 AVRIL 2011

N° 171

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- PAR LA GRACE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS, LE CLAN OUATTARA S'INSTALLE AU POUVOIR	2
- LES POPULATIONS PAUVRES N'ONT PAS FINI DE PAYER LE PRIX DE L'AFFRONTEMENT ARMEE ENTRE LES CLANS OUATTARA ET GBAGBO	3 - 4
- HISTOIRE D'UNE FOLLE JOURNEE DANS L'ENFER DES MILICIENS PRO-GBAGBO A YOPOUGON.....	5
- LA DIRECTION DE L'UGTCI : ALLEGEANCE AU NOUVEAU POUVOIR ET A PLAT VENTRE DEVANT LE PATRONAT	5 - 6
- APRES LA CHUTE DE GBAGBO, LES SOLDATS DE OUATTARA PILLENT LES DOMICILES DES POPULATIONS !	6
- EXACTIONS DES SOLDATS SUR LES POPULATIONS D'AZAGUIE !	6 - 7
- ABOBO : FRCI, « VOLONTAIRES », UNE PRESENCE PEU RASSURANTE.....	7
- LES RACKETS CONTINUENT SUR LES ROUTES.....	7 - 8
- LE RACKET EN VILLE.....	8
- ATTENTION A L'EXACERBATION DES ANTAGONISMES ETHNIQUES....	8 - 9
- QUELQUES TEMOIGNAGES ECRITS AU JOUR LE JOUR SUR LA CRISE	10 - 12
- ECHOS SUR LA CRISE.....	13
- BURKINA FASO : UN REGIME AUX ABOIS FACE A LA VAGUE DE CONTESTATIONS.....	14 - 15

PAR LA GRACE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS,
LE CLAN OUATTARA S'INSTALLE AU POUVOIR

Après une parodie électorale qui n'a pas pu les départager, la lutte pour le pouvoir a été tranchée par les armes. Au bout de plusieurs jours de combats, Gbagbo et son clan ont fini par être écrasés par les troupes françaises qui ont préféré Ouattara à Laurent Gbagbo.

Dans les quartiers populaires, il y en a qui sont déçus de la défaite du clan Gbagbo. D'autres se réjouissent de la « victoire » du clan Ouattara. Ce qui est certain, c'est que Gbagbo comme Ouattara sont dans le même camp, celui des riches.

Comme il fallait s'y attendre, la première mesure proposée par Ouattara est en faveur des riches. Il leur a promis que l'Etat dédommagera ceux d'entre eux qui ont subi des pertes suite aux pillages. Les plus riches empocheront ainsi de l'argent, à commencer par les capitalistes français. Mais ce ne sera certainement pas le cas des petits boutiquiers de quartier qui ont été pillés ! Oh, l'argent des indemnités sera peut-être bien décaissé des caisses de l'Etat mais on peut faire confiance à ces « nouveaux » venus au pouvoir pour s'en mettre plein les poches, comme savaient le faire les « fondateurs ».

Quant aux populations pauvres - dont certains ont eu leur maison pillée - qui subissent de plein fouet les effets de cette guerre qui ne les concerne pas, Ouattara n'a proposée aucune mesure semblable à celle proposées aux riches. Il s'est juste contenté de déclarer qu'il "partage leur douleur". Pourtant le prix du kilo de riz est passé par moment de 350Fr à 800Fr ; le litre d'huile de 900Fr à 2500Fr ; la boîte de charbon de 200Fr se vendait jusqu'à 1000Fr dans certains quartiers. Même en admettant que les prix des marchandises reviennent à leur prix initial, quel ouvrier a l'argent pour payer ? Même ceux d'entre nous qui avons encore un emploi, nous n'avons plus de revenu depuis plusieurs jours. De plus, depuis bien longtemps, notre salaire ne vaut rien à côté du coût de la vie. Pourtant, si aux riches, Ouattara a promis de l'argent, pour nous les travailleurs, il n'a rien !

Alors, camarades ouvriers, si nous ne voulons pas crever de faim, il n'y a pas deux solutions ! Il nous faudra nécessairement, tôt ou tard, engager la lutte contre les riches qui nous exploitent ! Ouvriers Bété, Dioulà, Burkinabé, Ebrié, Baoulé, nous devons nous unir ! C'est seulement ainsi que nous pouvons espérer changer notre situation !

Nous devons nous préparer à combattre non seulement les riches qui nous exploitent, mais aussi le gouvernement qui se mettra inévitablement sur notre chemin. Nous aurons à lutter contre la même police, la même gendarmerie, la même armée, les mêmes bandes de racketteurs, de pilleurs et d'assassins qui s'en prennent surtout aux pauvres ! Ouattara remettra en service les mêmes juges et les mêmes inspecteurs de travail corrompus que sous Gbagbo. Le pouvoir a changé de main mais l'appareil d'Etat reste le même. Il œuvre pour les riches, contre tous les pauvres !

**LES POPULATIONS PAUVRES N'ONT PAS FINI DE PAYER
LE PRIX DE L'AFFRONTEMENT ARMÉE ENTRE LES CLANS OUATTARA ET Gbagbo**

Après un peu plus de 15 jours d'arrêt des activités économiques dans la ville d'Abidjan, la situation revient petit à petit à la « normale » depuis le lundi 18 avril. Le clan Ouattara, épaulé par les forces françaises, a fini par écraser militairement les forces armées de Gbagbo. Aujourd'hui, des gens armés, il y en a partout. Les populations pauvres sont loin d'avoir fini de payer les conséquences de cette guerre entre bandes rivales. Qui sont ces gens armés ? Qu'advient-il d'eux ?

Les Fds

Dans leur écrasante majorité, exceptée la garde républicaine et peut-être une partie de la marine, on a vu que les Fds n'ont pas participé à cette guerre. Oh, non pas parce qu'elles n'ont pas été invitées par l'un ou l'autre clan, mais parce qu'elles sont constituées essentiellement d'éléments formés non à combattre une autre armée, mais spécialisés dans le racket, particulièrement le racket des populations pauvres non organisées et vulnérables.

Cette « armée » continuera, comme par le passé, à toucher salaires et primes, et à être choyée. Cette fois-ci par le nouveau pouvoir. Pour l'instant, les Fds ne sont pas en mesure de reprendre le racket des populations pauvres, les Frci leur ayant pris la place. D'ailleurs, plus d'une semaine après la reddition de Gbagbo, on ne les voit toujours pas, ni sur les voies publiques, ni dans les commissariats.

Les miliciens de Gbagbo

Qui sont-ils et combien sont-ils ? A Abidjan, il s'agit, pour la plupart, de désœuvrés gagnés par la haine contre les Dioulàs. Ils sont xénophobes et il y a chez eux un petit relent anti-français. Il s'agit de ces jeunes qui s'étaient portés candidats à l'enrôlement organisé par Blé Goudé et le Général Mangou, quelques jours avant l'offensive des Frci. Ceux qui ont été recrutés ont peut-être trouvé un revenu et aussi l'espoir, un jour, de se

faire enrôler dans l'armée ivoirienne et de bénéficier aussi de ses avantages.

Avec la défaite du clan Gbagbo, plusieurs de ces miliciens ont certainement été désarmés par les Frci. Mais ceux d'entre eux qui sont dispersés dans les quartiers disposent toujours d'armes et de munitions. S'ils échappent au désarmement et aux perquisitions, quel intérêt ont-ils de rendre leurs armes ? Ouattara a-t-il les moyens de les désarmer de force ? Il semblerait, en tout cas, que les hommes de Ouattara ont quelques difficultés à demander à leurs soldats du Frci d'aller se frotter aux miliciens qui leur résistent à Yopougon. C'est à croire que les Frci obéissent aux ordres de leur hiérarchie uniquement quand ils ont quelque chose à gagner. Or, ils ont justement tout à perdre à aller faire la guerre à Yopougon, y compris le butin que chacun d'entre eux a pu accumuler dans leurs rapines.

Par ailleurs, des miliciens ayant combattu pour Gbagbo et qui sont toujours armés, il n'y en a pas qu'à Abidjan. Ils sont nombreux dans les villes et villages côtiers et lagunaires. Ils sont aussi nombreux à l'Ouest, le long de la frontière libérienne.

Les « commandos invisibles »

Dans la commune d'Abobo aussi, des combattants se réclamant du sergent-chef IB (Ibrahim Coulibaly) refusent pour l'instant de déposer les armes. IB conditionne le désarmement de ses troupes par une reconnaissance du nouveau pouvoir des services rendus. Il estime que ce sont les « commandos invisibles », dont il réclame la paternité, qui ont ouvert la brèche à Abobo contre les forces armées de Gbagbo. Que revendique donc IB ? Pour lui, peut-être de l'argent en plus de l'impunité. Pour une partie de ses troupes peut-être aussi l'enrôlement au sein de la future armée de la Côte d'Ivoire. Il est difficile de savoir ce qui se passe dans les coulisses des négociations, si négociations il y a. Pour l'instant, Ouattara et Soro ne semblent

pas vouloir lâcher quelque chose à IB et à ses miliciens. Ouattara leur a même sommé de déposer les armes.

Accessoirement, on peut se poser aussi la question de savoir quelle est la proportion de miliciens recrutés par IB, ou de ceux qui se réclament de lui, parmi ces « commandos invisibles » ? Quelle est la proportion des pro-Ouattara ? Quelle est la part des « volontaires », uniquement guidés par l'opportunité de posséder une arme et d'en faire usage pour racketter les populations pauvres et piller ? Il est difficile d'y répondre. Ce qui est certain, c'est que dans cette situation de désordre et de misère, tous ceux-là continueront à tuer, à piller et à semer la peur dans les quartiers pauvres.

Les Frci

Les soldats de Soro-Ouattara appelés Frci sont un mélange de Force nouvelle (Fn), c'est-à-dire d'ex-Fds mutinés en 2002 auxquels s'étaient ajoutés des miliciens recrutés en 2002. A ceux-là se sont maintenant ajoutés quelques milliers de miliciens nouvellement recrutés au Nord pour combattre les troupes de Gbagbo. Ce sont essentiellement des paysans et des désœuvrés des villes, auxquels se sont peut-être ralliés aussi des éléments recrutés parmi les désœuvrés Dioulà d'Abidjan. Dans tous les cas, l'écrasante majorité des Frci sont des ressortissants du nord.

Les Frci sont aujourd'hui les maîtres d'Abidjan. Ils sont partout : ils surveillent aussi bien l'intérieur des quartiers que les grandes artères. Ils règlent la circulation. Ils sont devant les magasins et les stations d'essences. Ils surveillent les bâtiments administratifs. Ils empêchent les bandes de pilliers d'agir. Eux-mêmes tuent, volent et pillent en toute impunité.

Qui paient ces Frci ? Manifestement, ils se paient pour l'essentiel eux-mêmes. On peut imaginer que leurs chefs, les Chérif Ousmane, Koné Zackaria, Wattao, Vetcho, Morou et au dessus d'eux, les Soro Guillaume, palpent de l'argent pour le compte de ces

combattants. Mais quelle est la part d'argent détourné par la hiérarchie ? Le fait que ces soldats rechignent aujourd'hui à aller combattre les miliciens à Yopougon, n'est-ce pas un signe qu'ils n'ont pas vraiment de compte à devoir rendre à leurs hiérarchies ?

Que peuvent maintenant espérer ces Frci ? S'enrôler dans la future armée de la Côte d'Ivoire ? Pour l'écrasante majorité, certainement pas. Ouattara n'en saura quoi faire ! Il a d'ailleurs déjà beaucoup à faire avec les Fds et les Fn.

Ce qui implique à terme le désarmement de ces Frci et leur renvoi à leur occupation initiale. Mais faudrait-il encore pouvoir le leur imposer, d'autant plus qu'ils auront eux aussi des revendications, notamment un pécule à exiger. Qui pourra les désarmer ? Les Fds ?

Le danger pour les populations pauvres

Ouattara ayant atteint son objectif qui était d'accéder au pouvoir, a aussitôt déclaré que « *la guerre est finie. Il faut que tout le monde dépose les armes* ». Mais le passage du discours aux actes est plus que problématique. Qui sera donc chargé d'exécuter ce désarmement des coupeurs de routes qui sèment la terreur un peu partout, des miliciens de Gbagbo, à Abidjan, dans les villes et villages, comme ceux, nombreux, dans l'Ouest du pays. Il y a IB et ses « commandos invisibles ». Il y a les « volontaires ». Et pour finir, il y a aussi les Frci qui, eux, se comptent par milliers.

Ce n'est pas demain la veille que tout ce monde sera désarmé. En attendant, toutes ces bandes armées feront comme les Fds et les Fn, ils sèmeront la mort et parasiteront les populations pauvres déjà dans la misère.

Ce n'est certainement pas Ouattara qui pourra les empêcher de se comporter comme des bandits envers les populations pauvres, même s'il le voulait. Lui et son clan, les Bédié, les Soro, les Mabri et autre Lmp, seront bien plus occupés à se disputer les postes lucratifs, à servir les riches et à se servir eux-mêmes !

L E U R S O C I E T E

HISTOIRE D'UNE FOLLE JOURNEE DANS L'ENFER DES MILICIENS PRO-GBAGBO A YOPOUGON.

Voici le témoignage d'un ouvrier du bâtiment qui est parti voir sur son lieu de travail situé à Yopougon Niangon sud, route Azito.

« Ce vendredi 22 avril, après 3 semaines d'absence, j'ai décidé de me rendre sur mon chantier où j'ai laissé deux cousins qui sont restés sur place pour surveiller le matériel. Le Gbaka qui nous transportait depuis Adjamé nous a laissé à la Siporex. De là, j'ai appris que depuis que les combats font rage entre les miliciens et les soldats pro Ouattara, Yopougon est divisé en deux. La partie sud-ouest jusqu'au centre est occupé par les miliciens. Le transport en commun, même les taxis communaux n'ont pas droit de pénétrer dans leur périmètre.

Nous avons été obligés de faire le reste du chemin à pied depuis la pharmacie Siporex jusqu'à Niangon. Sur notre chemin, le premier barrage des miliciens se trouve à la pharmacie Kénéya. Ces jeunes en armes dont une bonne majorité est composée de mercenaires libériens, ne comprenant pas le français, sont très excités. Ils braquent leurs armes, position de tir sur tout véhicule qui s'avance vers eux. A chaque barrage, nous levons les bras. Ils nous demandent nos pièces d'identité en insistant : « celui qui n'a pas de pièce d'identité doit payer 2000 F. Quand je brandis la carte, ils ne contrôlent pas et me laissent passer. Mais ceux qui n'ont pas leur pièce et qui ont été mis de côté,

je ne sais pas quel sort leur est réservé. Déjà à plusieurs endroits, je les ai vu terroriser les gens en tirant en l'air ou dans le sol près du pied de celui qu'ils veulent intimider.

J'ai passé une nuit calme malgré quelques coups sporadiques de "kalache". Le lendemain, j'ai pris un autre chemin pour le retour. Mais j'ai dû rebrousser chemin à plusieurs reprises parce que les miliciens pillaient magasins, banque et même les domiciles des habitants de Niangon-nord. Ils s'attaquaient aussi à tous les passants, les dépouillaient. J'avais peur d'être appréhendé par eux car il y a de cela deux semaines, deux de mes collègues carreleurs avaient passé une mauvaise matinée en leur compagnie tout simplement parce qu'ils avaient dit qu'ils étaient d'Abobo.

La population excédée raconte que depuis la chute de Gbagbo, ces miliciens sont livrés à eux-mêmes. Donc, ils s'en prennent à la population pour trouver de quoi manger.

A deux pas de là, dans le quartier Ananeraie et Maroc, se sont les éléments de FRCI qui sont postés, embusqués derrière des baraques de fortune.

C'est l'insécurité totale dans cette énorme commune car les uns et les autres vous rackettent, chacun à son tour. »

LA DIRECTION DE L'UGTCI : ALLEGEANCE AU NOUVEAU POUVOIR ET A PLAT VENTRE DEVANT LE PATRONAT.

Suite à la chute du pouvoir de Gbagbo, et surtout le chao et l'insécurité qui règnent, le secrétaire général de l'Ugcti, François Adé Mensah, a fait savoir

les préoccupations immédiates de sa centrale. Mais c'était beaucoup plus celle du patronat que celles des travailleurs.

Il a déclaré ceci : «il faut que nous nous entendions pour permettre au président

L E U R S O C I E T E

Ouattara de réaliser son programme de société... Nous devons travailler en bonne intelligence avec les employeurs pour le bonheur du pays»

Et pourtant, les problèmes, les travailleurs n'en manquent pas. Dans toutes les familles c'est la misère. Nos salaires ne représentent plus rien à côté de la cherté de la vie. La revendication pour des augmentations des salaires doit être mis en premier point.

Il y a aussi le fait que depuis plus d'une quinzaine d'année, les patrons ont bénéficié d'une souplesse en matière d'embauche. Tout cela n'a fait que plonger les travailleurs et leurs familles dans l'abîme de la misère.

Mais la seule chose qui préoccupe ce lèche-botte du patronat c'est "l'entente intelligente" avec ceux qui exploitent les travailleurs et qui les réduisent à la misère.

APRES LA CHUTE DE GBAGBO, LES SOLDATS DE OUATTARA PILLENT LES DOMICILES DES

Les soldats de Ouattara venus déloger Gbagbo de la résidence présidentielle se sont livrés à des actes de pillage. Les habitants de plusieurs communes d'Abidjan ont été victimes de tels actes.

Le 12 avril, certains de ces soldats venus piller le domicile de l'ex-Directeur général de la RTI habitant le quartier SIPIM 4 situé à la Riviera, ont assiégé le coin. Après avoir vidé le domicile du DG, qui d'ailleurs avait fui sa maison avant leur arrivée, ils ont passé en revue certaines habitations. Les deux véhicules "Kia" qui leur servaient de transport des objets volés étant remplis, ils exigeaient de l'argent chez les autres habitants visités. Ils terrorisaient les populations et menaçaient d'exécuter quiconque refuserait de se plier à leur volonté. Dans les maisons où ils trouvaient des garçons

d'un certain âge, ils exigeaient la somme de deux cents mille francs faute de quoi ils menaçaient de les embarquer avec eux.

Ailleurs, ils ont menacé d'exécuter une fille de cinq ans si le père ne leur donnait pas la somme de deux millions. Après négociation, ils ont accepté de se contenter de 950 000 francs. Ailleurs encore, ils ont volé un véhicule 4X4 plus la somme de quinze millions de francs cfa.

Le quartier est devenu une mine d'or pour eux. Un jour sur deux, ils viennent pour piller les maisons où ils ne sont pas encore passés. Après le pillage, les mêmes bandits en tenues militaires demandent aux riverains de payer cinq mille francs par mois pour assurer la sécurité dans le quartier.

EXACTIONS DES SOLDATS SUR LES POPULATIONS D'AZAGUIE !

Le 15 avril, les populations d'Azaguié, sous-préfecture située dans le département d'Agboville, ont passé une sale journée avec les combattants acquis à la cause de Ouattara.

Ces soldats s'en sont pris aux populations parce que celles-ci, exaspérées des exactions dont elles sont quotidiennement victimes, ne voulaient plus se laisser piller ni se laisser soumettre. Alors ils ont demandé des renforts d'Abidjan. Ce vendredi là, les

habitants ont été conduits manu- militari sur la place publique à 8 heures. Même

les enseignants qui avaient repris les

L E U R S O C I E T E

cours ont été aussi conduits sur le même lieu. De 8 heures à 15 heures, ces personnes exposées au soleil ont été l'objet de bastonnades. Pendant que les uns les bastonnaient, les autres procédaient au pillage des domiciles. Durant 7 heures, des nouveau-nés et leur mère étaient exposés au soleil. Ceux qui ont pu échapper, ont élu domicile dans la forêt. Les mêmes sévices ont été administrés aux populations de plusieurs

villages Abbey et Krobou dans la région d'Agboville.

En plus des soldats qui commettent des exactions sur les populations, l'insécurité dans les villages a atteint un tel niveau qu'il est difficile pour les habitants de ces villages de se rendre au champ. Les bandits armés utilisent leurs armes pour braquer les populations. A croire qu'ils sont complices les uns les autres.

ABOBO : FRCI, « VOLONTAIRES », UNE PRESENCE PEU RASSURANTE

A Abobo, des hommes en armes sont visibles à tous les coins de rue. Ils sont reconnaissables à leurs tenues militaires bigarrées. Ils arborent des armes très variées dont des lance-roquettes, des kalachnikovs, des fusils de chasse et des pistolets automatiques. Ils occupent les commissariats et les brigades de gendarmerie et aussi des lieux publics comme la mairie et les terrains de football, quand ce n'est le marché qui est transformé en caserne de circonstance.

A quelle hiérarchie chacun de ces groupes est rattachée, c'est encore un autre problème. Parmi eux, il y a des

combattants venus du nord du pays et il y a aussi des jeunes enrôlés sur place. Ces derniers sont appelés communément les « volontaires ». Il s'agit souvent de petits malfrats. Du coup, ceux là même qui étaient auparavant traqués par les forces de l'ordre, les voilà aujourd'hui dans le rôle du gendarme. Comment alors s'étonner que certaines « perquisitions » donnent lieu à des pillages ou encore que les barrages servent, comme avant, de lieu de racket.

Le nouveau pouvoir a beau dire que les choses rentrent dans l'ordre à Abobo, la réalité sur le terrain est toute autre.

LES RACKETS CONTINUENT SUR LES ROUTES

Le 22 avril, au cours d'une rencontre avec les généraux des FDS et des FRCI, Ouattara a demandé que les rackets cessent. Ça ressemble plus à un vœu pieux vu tout ce qui se passe. Les forces pro-Ouattara sont formées d'un ensemble hétéroclite et il n'est pas sûr que leurs différents commandants les maîtrisent tous. En tout cas, pour ceux qui voyagent vers l'intérieur du pays, ce sont toujours les rackets et un parcours de combattant. Voici le témoignage d'une voyageuse :

« Entre Gagnoa et Abidjan, j'ai compté à peu près 15 barrages. Et à chaque barrage, nous sommes obligés de cotiser 100f ou si nous sommes chanceux 50F par personne. Alors qu'on était près de 70. Ceci pour payer les combattants pro-Ouattara qui gardent ces barrages.

Dans le car, des gens n'ont pas manqué de s'en plaindre. Ça fait deux mois ou plus que beaucoup n'ont pas été payés. De plus, certains d'entre nous sont

de Yopougon. Nous avons fui les combats et laissé tout derrière nous. En

tout cas, je ne suis pas prête de reprendre la route de si tôt».

L E U R S O C I E T E

Ça prouve que les gouvernements se succèdent mais pour la population, malgré les grands discours sur la fin de

l'impunité, du racket, de la corruption, etc., rien ne change vraiment.

LE RACKET EN VILLE

A Abobo, dans la partie nord contrôlée par les éléments du commando « invisible », toutes les voix principales sont jonchées de multiples barrages. A ces points de contrôle, les piétons payent le passage. Ils donnent ce qu'ils peuvent. Les pousse-pousse qui transportent les bagages payent entre 200 et 250 F. Quant aux chauffeurs des transports urbains comme les taxis communaux ou les gbakas, ils versent au minimum 500 FCFA.

Dans les quartiers chics de Cocody Angré, les éléments de la nouvelle

armée, FRCI y mettent la forme. C'est à la manière des sociétés de gardiennage qu'ils surveillent les cités. Mais pour cette protection, chaque cité doit verser en moyenne 50.000 F par jour ; il y a même des endroits où ils exigent de la nourriture en plus.

Ces faits montrent bien que le changement de nom ou de sigle de FDS en FRCI n'a rien changé en matière de racket. Comme le dit un adage, « le chien ne change pas sa manière de s'asseoir ».

A PROPOS DE LA COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION DE OUATTARA !

Les clans Gbagbo et Ouattara se sont affrontés par armées interposées. Bientôt, ils vont peut-être pouvoir s'embrasser et se retrouver autour d'une « commission vérité et réconciliation », comme l'a dit Ouattara. Tant mieux si cela peut permettre de mettre fin à la guerre et au climat de haine. Que les populations pauvres retrouvent le chemin de la bonne entente comme jadis est une bonne

chose. Mais aujourd'hui c'est le spectre de la famine qui pointe. Avec la cherté du coût de la vie, même en multipliant le salaire des travailleurs par cinq, il leur serait difficile de vivre dignement.

Dans ce pays, tout le monde n'est pas pauvre et des richesses, il y en a. L'idée viendra peut-être un jour aux travailleurs de créer une "commission partage des richesses".

ATTENTION A L'EXACERBATION DES ANTAGONISMES ETHNIQUES

Alassane Ouattara et ses alliés du RHDP se frottent les mains. Le bras de fer qui les opposait au LMP de Laurent Gbagbo s'est terminé en leur faveur. Les troupes qui les soutenaient sont entrées à Abidjan et se pavanent dans les rues.

Aujourd'hui, les populations qui avaient fui, ont commencé à regagner

leurs anciens logis à Abobo. La situation sécuritaire qui y prévaut laisse pourtant à désirer. Les forces pro-Ouattara pompeusement nommées Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), qu'on voit à chaque coin de rue, s'apparentent plus à des bandes ou à des milices ethniques et échappent certainement au contrôle de toute

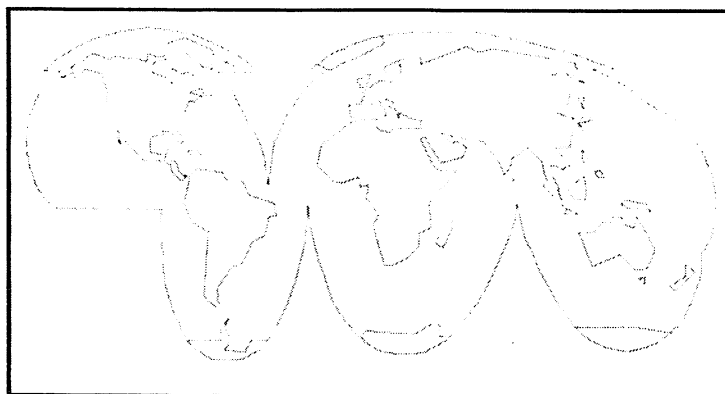
hiérarchie. Ces FRCI ne rassurent guère personne.

L E U R S O C I E T E

A Yopougon par contre, ce sont les malinkés et les ethnies favorables au RHDP qui fuient les brimades et exactions des milices proches du LMP. Là-bas, c'est encore le règne de l'article 125 ; c'est-à-dire pétrole 100 Fr et allumette 25 Fr pour brûler vif les individus leur paraissant suspects. Bien d'autres atrocités sont commises à l'encontre de ceux qui ne cadrent pas avec leurs critères.

Jusqu'où ira encore cette escalade ? Ce sont les populations pauvres qui en font les frais. Si les riches et les possédants peuvent choisir où ils veulent habiter, ce n'est pas le cas pour les pauvres. Ils sont condamnés à toujours se côtoyer dans les mêmes quartiers surpeuplés. Et plus loin ira cette politique de la xénophobie et de l'ethnisme, plus difficile sera la cohabitation dans les quartiers populaires.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

QUELQUES TEMOIGNAGES ECRITS AU JOUR LE JOUR SUR LA CRISE

30 mars 2011

Les nouvelles commencent à tomber par rapport à l'avancée des forces pro-Ouattara. Dans mon bureau, nous sommes 5 dont 2 LMP notoires. Le plus âgé a un visage défait. Je l'entends dire au téléphone à ses visiteurs qu'il est déprimé par rapport à la situation. C'est le gars qui achète toujours ses deux journaux bleu par jour. Pour lui, l'Etat pouvait se défendre. Même les titres des journaux ne sont pas faits pour le rassurer. Il s'accroche au fait que le porte-parole du gouvernement dit que c'est un repli stratégique. Comme l'espoir fait vivre, on ne va le décourager.

C'est l'attitude par contre des pro-Ouattara qui m'a toujours étonné. Quand tu parles avec eux, ils sont surs de leurs affaires. Bien avant que les offensives commencent. Parce que disent-ils la vérité est de leur côté et les vrais combattants, ceux qui ont du cœur à l'ouvrage sont avec eux.

02 avril 2011

Toute la nuit, il y a eu des tirs. Le courant puis l'eau ont été coupés. Ce matin nous sortons un peu voir dehors. Les gens se dirigent vers le marché. On n'y trouve pratiquement rien. Les quelques boutiques qui sont ouvertes sont prises d'assaut. Tout le monde fait des provisions. Nous cherchons du pain. Vers la boulangerie, nous voyons un rang. Nous nous disons qu'il doit avoir du pain. Qu'elle n'est pas notre surprise de voir que la boulangerie est fermée. Le rang se fait devant une cabine téléphonique, qui pour un appel, qui pour un transfert d'unités. Un rang d'au moins 20 personnes. Ça me rappelle en même temps ce qu'avait titré un journal humoristique « c'est dans cabine qu'il y a l'argent maintenant ». Ça se comprend, par manque d'unités, on est sans nouvelles des autres.

La RTI recommence à émettre. Elle lance des appels aux jeunes. On ne sait plus que penser. La veille, les forces pro-Ouattara disaient détenir la RTI. On se perd en conjectures. Tellement d'informations contradictoires arrivent. On a un ami nigérien qui habitait la cité rouge. Le jeudi 31, il nous a dit que de nombreux jeunes ont envahi la cité pour demander qu'on leur donne des armes et que s'ils n'avaient rien, ils repartiraient à 17 h. Il dit qu'on ne leur a rien donné ce jour là. Ensuite le lendemain. Il nous a dit que les forces pro Ouattara patrouillaient dans le secteur de la RTI et que même les étudiants sortaient pour les applaudir. Et puis aujourd'hui, il dit que les jeunes ont commencé à sortir pour répondre à l'appel de Damana Pickass. Il dit que ce dernier est venu pour leur dire de sortir pour aller protéger la résidence à Cocody et le palais au plateau. Le couvre feu sur TCI (la chaîne de télé de Ouattara) est instauré pour 12h.

04 avril 2011

A 16h, nous commençons à entendre de fortes détonations. Immédiatement, nous allons nous coucher à même le sol sur le ventre. C'était effrayant ! Notre immeuble tremblait. Je pouvais sentir à certaines détonations mon cœur bondir. Ils ont coupé le courant par la même occasion. Nous avons un ami qui est proche du camp d'Akouédo qui nous a dit que les avions de la LICORNE sont en train de bombarder le camp. Il nous dit de nous mettre loin des vitres. Elles pourraient se briser. Ensuite, une collègue nous appelle pour dire que c'est partout et simultanément que les camps sont bombardés. Ce sera toute la nuit ainsi. Les bombardements seront remplacés par des combats dans la rue. On dormira par intermittence et on se rappellera longtemps cette nuit. Ma pensée lorsque j'étais couché ça a été

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

pour ceux d'Abobo. J'imaginai que nous c'est de loin que nous avons toutes ces frayeurs. Mais eux c'est directement qu'ils les recevaient, ces obus.

08 avril 2011

Tout est cher sur le marché. J'ai vu vendre un oignon qui en temps normal se vendrait au plus à 100 f à 350 F. Mais une collègue me disait que chez eux, c'est 500F. Un œuf qui se vend habituellement à 75 F ou 100 F est vendu 250 F. un litre d'huile de 1100 à 2500 f. et encore on n'en trouve pas. Pour la boîte de sardines, de 350 F, on passe à 800 F. mais il faut dire qu'ici le marché a été totalement pillé. Certaines boutiques aussi.

Nous avons une réunion de résidents quant à la protection de l'immeuble car maintenant c'est en plein jour que certains braquages ou pillages ont lieu. La nuit aussi. Pendant la réunion les armes lourdes n'ont pas cessé de tonner. On se demande bien où on se bat. Nous avons dû nous mettre sous la dalle du portail d'entrée. On se sentait plus en sécurité. Mais même de-là on a dû fuir car c'était des rafales qui se succédaient. Pour ne pas prendre de balles perdues. Décidément on vit avec la peur au ventre et pour ne rien arranger, on parle encore de 4X4 qui se promènent pour ouvrir le feu sur la population.

Je me rappelle qu'au cours de la réunion, j'ai dit en parlant qu'au bout d'une semaine ce serait fini, ma langue a flanché, je pensais à un mois. Faut voir ils m'ont fait répéter pour dire amen car c'était très optimiste pour eux. On a ri. Au moins ça a détendu l'atmosphère.

10 avril 2011

Depuis le 29 mars, c'est aujourd'hui que je m'aventure hors du quartier et en voiture. Il n'y a plus rien comme condiments. On nous dit que le marché d'Angré est approvisionné. Nous y allons. On trouve un barrage d'éléments pro-Ouattara. Celui qui vient nous contrôler a

une mine patibulaire. Il est blessé à la main. Il a l'air d'être un drogué. Il contrôle les pièces et en s'abaissant dans la voiture il nous demande de l'argent. On lui donne des pièces et il nous dit qu'il s'attendait à un billet. On lui dit qu'on n'a pas d'argent. Plus loin on voit un militaire bien habillé qui semble être le chef du barrage. Les autres éléments sont habillés de façon hétéroclite. Au retour, vers le carrefour de la Riviera palmeraie, on voit des corps en putréfaction. Au moins 7. Un peu plus loin, il y a un barrage. Lui est tenu par des FDS. Nous partons vers Bingerville. Les mêmes barrages des jeunes patriotes sont là. On rentre sans encombre. Mais il faut faire vite. A partir de midi, les combats commencent et il ne fait pas bon être dehors.

15 avril 2011

Gbagbo a été arrêté depuis quelques jours. Les pro-ouattara sont tous contents mais inquiets quand même pour la situation sécuritaire. A part dans certains quartiers à forte concentration de militants pro-Ouattara où les gens ont vraiment manifesté leur joie, ils sont restés plus discrets dans d'autres. D'après ma tante, actuellement tout le monde a des armes. Nous qui sommes dans des quartiers mélangés, faut pas énerver quelqu'un pour subir des représailles. Ils sont tous conscients que sans la Force Licorne, jamais ils n'auraient pu venir à bout des pro-Gbagbo ou même espérer capturer ce dernier aussi vite.

19 avril 2011

Je suis allé au travail voir. Nous étions en tout 8 sur un total de 60. Les gens n'y croient pas encore. En tout cas, il y a des Gbakas, des taxis et des Wôrowô. Le marché redevient accessible.

J'ai mon collègue qui a du fuir Yopougon à cause des combats. Il a l'impression que c'est maintenant que ça commence là bas. Ma petite sœur me dit

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

la même chose. Elle qui habite un des sous quartiers tenus par les miliciens. Elle aussi veut rentrer à l'intérieur. Elle dit que les jeunes tirent partout et se tirent entre

eux pour un rien. Elle dit que souvent ils viennent tirer dans le marché pour les effrayer. Elle se demande comment ils vont les désarmer.

TEMOIGNAGE PENDANT LE CONFLIT ARME ENTRE DES PRO GBAGBO ET DES PRO OUATTARA

L'offensive à Abidjan des forces armées fidèles à Ouattara, a aggravé la paralysie des activités dans la ville d'Abidjan.

Les champs de batailles étaient situés dans les quartiers d'Abidjan nord (Adjamé, Plateau, Cocody, Yopougon et Abobo), mais la situation de terreur et de désolation régnait aussi dans les quartiers au sud d'Abidjan (Treichville, Marcory, Port-Bouet et Koumassi). Dans tous ces quartiers à l'instar des quartiers nord, des groupes de pillards, parfois lourdement armés, se sont formés. Ces groupes ont dévalisé non seulement plusieurs magasins et structures de commerces, mais aussi des domiciles des riches de Marcory. Il faut souligner que la plupart de ces vols ont été perpétrés autant par les combattant de Ouattara que par des civils, des jeunes, des femmes et des enfants issus des quartiers pauvres.

A Koumassi, tous les produits de consommation courante, faute d'approvisionnement, ont connu une forte augmentation. Ainsi le coût d'une boîte de charbon qui était ordinairement 200 f, est

passé à 500 f voire 1000 f à des moments ; le prix du kilogramme de riz à doublé, etc. Ainsi, les populations pauvres étaient réduites à manger du riz blanc une fois par jour. Certaines personnes n'avaient même pas d'argent pour s'offrir ce maigre repas.

L'ONU CI avait entrepris de distribuer du riz aux populations à la zone industrielle de Koumassi. Mais elle ne s'est même pas donné la peine d'organiser la distribution. Tout s'est déroulé dans un désordre total. Plusieurs personnes, ont été écrasées pendant les bousculades. Il y en a qui ont perdu la vie. Les combattants des FRCI ont contribué à aggraver ce désordre. Ils tiraient pour écarter l'immense foule et entraient dans l'entrepôt où étaient stockés le riz et l'huile pour s'en accaparer. Ils ont fait comme cela plusieurs voyages avec leurs véhicules au mépris total de la grande foule des gens affaiblis par la faim. Certaines personnes ont dû s'acharner durant trois jours, pour au bout du compte obtenir cinq kg de riz et un peu d'huile pour toute une famille. De quoi tenir justes quelques jours.

ECHOS

FRCI. FDS. REBELLES. MILICIENS ETC. TOUS DES ASSASSINS

Après les combats qui ont opposé les forces pro-Ouattara aux forces pro-Gbagbo, des charniers de centaines de corps ont été découverts à l'ouest ; peut-être que d'autres charniers existent ailleurs.

Ces bandes de criminels ont tué les populations civiles : hommes, femmes, enfants etc., sans discernement et ont commis des exactions.

Ces massacres montrent que pas grand-chose ne différencie le clan Ouattara et le clan Gbagbo.

GBAGBO OH. OUATTARA OH. C'EST MEME PAREIL LA !

Ouattara vient de remporter sur Gbagbo la lutte pour le pouvoir.

En fonction de notre préférence politique, de notre ethnie ou de notre région, les sentiments qui nous animent, peuvent être différents. Pourtant au-delà de nos sensibilités personnelles, en tant que travailleurs, nous avons des intérêts

communs. Et de ce côté là point d'illusion, Ouattara, tout comme Gbagbo, est du côté des patrons.

Alors, unissons-nous et serrons nos rangs pour défendre ensemble nos intérêts face aux riches qui nous exploitent et nous affament !

A NOUS LES PAUVRES D'ORGANISER NOUS MÊMES LA SECURITE DANS NOS QUARTIERS

Comment se sentir en sécurité, quand on doit aller au travail à 5h du matin ou en revenir après 22 heures, quand on sait que même le dernier des petits malfrats possède une Kalachnikov

aujourd'hui ? Dans tous les cas, on ne peut pas compter sur le pouvoir en place, pas plus que le pouvoir précédant, pour sécuriser nos quartiers pauvres.

RETOUR DES FAMILLES DES TRAVAILLEURS REFUGIES : C'EST CAILLOU !

Nombreux sont les travailleurs qui ont envoyé leurs familles à l'intérieur du pays pour les mettre à l'abri. Et ce au prix fort, car tous les tarifs des transports avaient au moins triplé. Aujourd'hui que la reprise se profile, il faut revenir.

Mais après avoir passé près d'un mois sans activité et sans la moindre possibilité d'avoir le sou, c'est un vrai casse-tête.

ERREUR DE GAWA

Ceux qui parmi nous pensent que le nouveau président fera quelque chose pour les travailleurs seront bien déçus.

Même Gbagbo à qui il était arrivé de se dire ami des pauvres n'a rien fait, à plus forte raison Ouattara qui se dit ouvertement ami des riches.

BURKINA FASO : UN REGIME AUX ABOIS FACE A LA VAGUE DE CONTESTATIONS

Blaise Compaoré est confronté à la plus grande crise que son régime ait connue depuis son arrivée au pouvoir en 1987 à la suite d'un coup d'Etat contre son ex-compagnon d'armes Thomas Sankara.

Le mouvement de contestation a commencé le 22 février dans la ville de Koudougou (centre-ouest), dans le milieu des élèves et des étudiants. A l'appel des sections régionales de l'Association nationale des étudiants burkinabè (Aneb) et de la Coordination des élèves et étudiants burkinabè (CEEB), des milliers de jeunes manifestent pour protester contre la mort d'un des leurs, Justin Zongo, alors qu'il se trouvait entre les mains des policiers. Cette mort serait causée par des mauvais traitements et des tortures infligés par des policiers, mais les autorités croyaient pouvoir tromper les parents et les amis du défunt en invoquant une "méningite". Aussitôt les rues de cette ville ont été envahies par une foule en colère. Durant deux jours il y a eu des affrontements violents avec la police. Celle-ci a tué six manifestants et blessé 119 autres.

Les autorités croyaient avoir réussi à terroriser la population, en particulier la jeunesse, et que le calme allait revenir sans tarder. Mais les manifestations de rue ont continué malgré une présence des forces de l'ordre fortement armées. Les jeunes réclament "justice et vérité" sur la mort de Justin Zongo. Des lieux publics symbolisant le pouvoir (le siège du parti présidentiel et du gouvernement) ont été incendiés ou saccagés, de même que la résidence de l'ex-Premier ministre Tertius Zongo. Des véhicules appartenant à l'Etat ont été brûlés, des commerces saccagés.

La colère est d'autant plus grande au sein de la population de Koudougou que ce n'est pas la première fois que les policiers assassinent en toute impunité. Tout le monde a encore en mémoire le nom du journaliste Norbert Zongo (originaire de cette même ville), assassiné en décembre 1998 alors qu'il enquêtait sur une affaire de meurtre mettant en cause François

Compaoré, frère du président. Jusqu'à aujourd'hui sa mort est restée non élucidée. Tout le monde sait que c'est le président Compaoré qui a commandité l'assassinat et il fait tout pour étouffer l'affaire. D'autres meurtres impunis reviennent aussi en mémoire. Dans les rues, on entend parler de Blaise Sidiani, d'Émile Zigani, abattus en 1995, de Flavien Nébié, mort en 2000.

La contestation partie de Koudougou a fait tache d'huile. Elle a gagné de nombreuses villes de l'intérieur : Pô, Koupéla, Ouahigouya, Pouytenga ... On a assisté presque aux mêmes scènes qu'à Koudougou. Les bâtiments publics ont été les cibles principales: commissariats et préfectures. La réponse de la police a été brutale. Il y a eu des morts et des blessés.

Après les élèves et les étudiants, ce sont les militaires qui expriment leur mécontentement dans les rues de Ouaga. Cela a commencé à la fin du mois de mars, suite à la condamnation et l'emprisonnement pour viols de quelques militaires. Aussitôt les soldats sont sortis des casernes en tirant en l'air. Ils ont pillé des boutiques, "réquisitionné" des véhicules appartenant à des civils et libéré certains de leurs collègues emprisonnés. Le maire de Ouagadougou, Simon Compaoré, n° 3 du parti au pouvoir, a été blessé par des soldats et son domicile saccagé. De nombreux commerces ont été pillés par les soldats.

De fil en aiguille presque toutes les casernes du pays ont été entraînées dans cette vague de contestation, y compris le régiment de la garde présidentielle, c'est-à-dire celui qui est sensé protéger le président lui-même. La résidence du chef d'état-major particulier du président a été complètement calcinée par les flammes. Du coup, Blaise Compaoré, ne se sentant plus protégé dans son palais présidentiel, s'est enfui durant quelques jours pour se cacher dans sa ville natale.

Le 16 avril, les commerçants en colère suite aux pillages de leurs magasins

sont eux aussi sortis dans les rues pour protester contre l'incapacité des pouvoirs publics d'assurer leur protection. Le siège du gouvernorat, l'Hôtel de ville et l'Assemblée nationale ont été vandalisés, des vitres brisées. Une partie du ministère du Commerce, ainsi que les véhicules garés dans la cour, ont été incendiés. Le siège du parti au pouvoir, le CDP (Congrès pour la démocratie et le progrès) est parti en fumée. Des bus de la société publique Sotraco ont été incendiés.

Face aux déferlements de manifestations de rues qu'il n'arrive plus à contrôler, pour la principale raison que l'armée qui est la principale base de son pouvoir n'est plus sous son contrôle, la dernière action de ruse de Blaise Compaoré a été de dissoudre le gouvernement le 21 avril. 16 des 29 anciens ministres sont repris. Il s'est attribué le ministère de la Défense. A la suite de quoi il a annoncé à la télévision que le calme sera bientôt rétabli et que tout reviendra dans l'ordre comme avant. Mais cela ressemble plutôt à un discours qui se veut rassurant d'un commandant de navire qui prend l'eau de toute part.

Parviendra-t-il à juguler la vague de contestations sans précédent qui déferle sur le pays? Cela dépendra en partie de sa capacité à reprendre le contrôle de l'armée mais cela dépendra surtout de l'ampleur de la colère et de la mobilisation populaire à l'encontre de son régime. Car les véritables raisons de la colère populaire se trouvent dans la misère qui fait des ravages dans ce pays et qui touche l'écrasante majorité de la population. Pendant que les prix flambent, comment se procurer de quoi se

nourrir quand près d'un habitant sur deux ne gagne même pas 1 000 FCFA par jour ? Seule une toute petite minorité de privilégiés du régime et des hommes d'affaires qui prospèrent à l'ombre du pouvoir s'enrichissent et vivent comme des pachas. La corruption et le clientélisme ont gangrené tout l'appareil d'Etat.

Blaise Compaoré est assis sur un magot. Lui, sa famille et son clan se sont appropriés toutes les affaires juteuses du pays. Pas un contrat, pas une seule grande construction de travaux publics n'échappe à leurs griffes. Mais il est aussi assis sur une poudrière qui est en train d'exploser et qui pourrait l'emporter.

Dans cette vague de contestations, les travailleurs ne sont pas présents en tant que force politique. Les dirigeants des principales centrales syndicales sont tellement habitués à fréquenter les lieux du pouvoir qu'ils sont plus proches des préoccupations de celui-ci que de leur base. Et pourtant, les salaires, même dans la fonction publique, sont bloqués alors que les prix grimpent en flèche. Dans les entreprises privées, les conditions de travail se sont aggravées et les salaires rongés par la flambée des prix. Le chômage frappe aussi durement une grande partie de la jeunesse qui, une fois les études finies, se retrouve sur le pavé.

Si les petits salariés du public comme du privé ne veulent pas être les éternels laissés-pour-compte, il est nécessaire qu'ils se fassent entendre eux-aussi dans cette période de contestation pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation